

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 16/03/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HYDRO APPLICATIONS**

4 rue Freyssinet  
17140 Lagord

Références : 0007203978/2026/175

Code AIOT : 0007203978

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement HYDRO APPLICATIONS implanté 4 rue Freyssinet 17140 Lagord. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régional portant sur la gestion des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRO APPLICATIONS
- 4 rue Freyssinet 17140 Lagord
- Code AIOT : 0007203978
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société HYDRO APPLICATIONS est spécialisée dans la réparation de composants hydrauliques tels que les pompes, les moteurs ou les distributeurs.

La société HYDRO APPLICATIONS est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral n°04-2042 en date du 27 mai 2004 à exploiter un atelier de traitement de surface des métaux et ses installations connexes sur la commune de Lagord.

L'effectif actuel de la société est de 15 personnes. Il n'y a pas eu d'extension depuis le dossier de demande d'autorisation.

Par décret n°2019-292 du 9 avril 2019, la rubrique 2565 a été modifiée avec notamment la suppression du régime d'autorisation et l'introduction du régime de l'enregistrement : les installations relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement pour cette même rubrique.

### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 1, point 1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Suites de l'inspection du	Autre du 06/04/2022	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
4	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
5	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits. Les conditions de stockage, d'utilisation et d'élimination ne présentent pas de non-conformité particulière.

L'état des stocks est insuffisant pour faciliter l'intervention du SDIS et connaître la quantité de produit à un instant t. Son accessibilité à distance reste perfectible.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 1, point 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont régulièrement soumises au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2565 pour un volume de 2670 litres.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'un des bains d'acide chromique (celui de 320 litres) a été abandonné et n'est plus en fonctionnement. Le nouveau volume des bains à prendre en compte est de 2350 litres.  Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant qu'un changement dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement était intervenu par le décret n° 2019-292 du 09/04/19 ; ce dernier a créé le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565 (traitement de surface) et a supprimé celui de l'autorisation. Ainsi, les modifications de la nomenclature des installations classées et des activités du site aboutissent désormais à ce que le site relève du régime de l'enregistrement.  L'arrêté préfectoral n°04-2042 du 27 mai 2004 du préfet de la Charente-Maritime s'applique toujours, sans préjudice de l'arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les dispositions applicables aux installations existantes.  En outre, l'exploitant doit choisir les règles de procédure qu'il veut voir appliquées à son site (rester sous les procédures du régime d'Autorisation ou passer sous celles du régime d'Enregistrement).  Sur la base de ces éléments, l'inspection des installations classées proposera un arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de porter officiellement à la connaissance du préfet l'arrêt du bain de chrome concerné pour mettre à jour la situation administrative du site, et toute autre

modification réalisée sur le site.

L'exploitant transmet au bureau de l'environnement de la Préfecture le tableau des rubriques actualisé, accompagné de l'analyse de conformité de l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les dispositions applicables aux installations existantes.

L'exploitant se positionnera également sur les règles de procédure qu'il veut voir appliquées à son site (Autorisation ou Enregistrement).

Sur cette base, l'inspection des installations classées proposera un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 2 : Suites de l'inspection du 4 novembre 2022

**Référence réglementaire :** Autre du 04/11/2022

**Thème(s) :** Autre, Suites d'inspection

**Prescription contrôlée :**

Constat n°2 et demande de l'inspection :

L'exploitant doit compléter ce plan en formalisant les zones susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre avec indication des risques identifiés en fonction des parties recensées de l'atelier et en précisant le type d'extincteur.

Constat n°3 et demande de l'inspection :

L'exploitant assure une traçabilité des travaux effectués suite aux observations relevées dans les rapports de vérification des installations électriques. Il est rappelé à l'exploitant que les actions correctives de mise en conformité doivent être réalisées sous un an suivant le dernier contrôle des installations électriques.

Constat n°4 et demande de l'inspection :

L'exploitant s'assure que la vérification de mise à la terre des équipements métalliques dédiés au traitement de surface est réalisée par l'organisme en charge du contrôle.

Constat n°7 et demande de l'inspection :

L'exploitant formalise les opérations de contrôles des dispositifs de sécurité des bains permettant de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les modalités et les fréquences des contrôles doivent être intégrées dans les procédures et les consignes relatives à l'activité de traitement de surface.

Constat n°13 et demande de l'inspection :

Une formation sur l'utilisation et le maniement des extincteurs est à prévoir pour le personnel du

site.
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat n°2 et demande de l'inspection</u> : Le plan ne comporte pas les zones à risques demandées. En revanche le type d'extincteur est précisé pour chaque zone de l'atelier.</p> <p><u>Constat n°3 et demande de l'inspection</u> : L'exploitant a mis en place un tableau de suivi des non-conformités mises en évidence par les contrôles réglementaires de l'établissement. Elles sont suivies et traitées en interne. La traçabilité des opérations est assurée dans le tableau de suivi.</p> <p><u>Constat n°4 et demande de l'inspection</u> : L'inspection a constaté que la vérification de la mise à la terre des équipements métalliques est bien intégrée au rapport de contrôle de vérifications électriques. Aucune non-conformité n'a été relevée sur ce point dans le dernier rapport présenté.</p> <p><u>Constat n°7 et demande de l'inspection</u> : Une procédure de contrôle a été mise en œuvre par l'exploitant. Les enregistrements sont disponibles au niveau de la porte d'entrée du local de traitement de surface. Une fréquence hebdomadaire a été retenue.</p> <p><u>Constat n°13 et demande de l'inspection</u> : La formation destinée aux personnels a été réalisée le 21 janvier 2026. Une facture de la société EMIS a été produite à l'appui de sa déclaration.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des installations afin d'intégrer les zones à risque et de le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits qu'il utilise et qu'il stocke sur son site.</p> <p>L'inspection a vérifié notamment, par sondage, la présence effective de ces fiches de données de sécurité (acide chromique et huile) et leur contenu.</p>

<p>Interviewé lors de la visite en atelier afin de vérifier la disponibilité des fiches de sécurité et la connaissance des salariés, l'inspection a posé des questions à un opérateur, en dehors de la présence des deux personnes mentionnées en introduction du présent rapport. La personne indique que, lorsqu'elle est amenée à intervenir sur un chantier, la fiche de donnée de sécurité est jointe au dossier du chantier. Par ailleurs, elle précise, qu'en cas de besoin, elle sait qui contacter pour consulter l'ensemble des fiches (et désigne nommément Mme MAYE ou Monsieur ROY comme référents). Il indique également que les FDS sont disponibles sur le réseau informatique de l'entreprise.</p> <p>Les fiches contrôlées datent de 2023 et 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Mesures de maîtrise des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b>            Deux fiches de données de sécurité ont fait l'objet d'un examen : l'acide Chromique et les huiles AVIA MULTAVIA 10w40 utilisées.            Les constats effectués sur site ne mettent pas en évidence de non-conformité par rapport aux indications des rubriques 5, 6, 7 et 13, objets de la vérification par l'inspection.              Les extincteurs sont adaptés aux zones à protéger.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>              Article 20 de l'arrêté du 9 avril 2019  <b>Stockages et rétentions.</b>    <b>I. Dispositions générales</b>            Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.            Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :            - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;            - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p>

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

## **II. Cuves et chaînes de traitement**

Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; - 50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

### **Constats :**

Les volumes de rétention apparaissent en adéquation avec les volumes de produits. Le volume indiqué par l'affiche de la rétention n°2 est de 653 litres.

Pour l'acide chromique, le volume du cuvelage mis en œuvre permet d'assurer la rétention du produit. De plus, un dispositif de détection de fuite est fonctionnel et est testé régulièrement.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 54 de l'arrêté du 9 avril 2019 <b>(Arrêté du 20 avril 2023, article 2 et annexe II 7°)</b> <b>Rétentions, régulation thermique et épuration.</b> « Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une indication de la nature des produits (inflammable, comburant, explosible,...) dans son état des stocks mais il n'a pas formalisé d'analyse d'incompatibilité de produits.  Les bains de traitement à l'acide chromique sont équipés de dispositifs de détection de fuite placés en forme de doigt de gant à l'intérieur d'un cuvelage qui assure la rétention.  Par ailleurs, le stockage des huiles est disposé sur des rétentions adaptées à la contenance des produits. Chaque zone fait l'objet d'un affichage permettant d'identifier le produit, les fûts sont munis d'une étiquette d'identification et les affiches mentionnent aussi le volume de rétention disponible.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection les justificatifs de son analyse d'incompatibilité des produits afin notamment de justifier qu'aucun stockage ne présente de risque particulier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : État des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Article 8 de l'arrêté du 9 avril 2019 <b>Gestion des produits.</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un inventaire des produits qu'il utilise. L'exploitant indique que cet inventaire est réalisé environ 1 fois par an. Ce document ne mentionne pas les quantités de produits sur site.  L'exploitant indique que cet inventaire est accessible depuis les serveurs de l'entreprise et sauvegardé aussi en ligne. Il n'est toutefois pas en mesure de confirmer qu'il peut y avoir accès facilement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de proposer une périodicité de réalisation de cet inventaire plus adaptée compte-tenu des flux de produits sur le site. Il intègre les quantités de produits et leur localisation sur le site notamment en vue de faciliter l'intervention des services de secours en cas de sinistre. Il tient à la disposition de l'inspection le nouvel état des stocks, intégrant la fréquence retenue, les quantités de produits et leur(s) rubrique(s) de classement ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois